

## **Le Programme Jeunes Professionnels de l'OCDE 2013 – Affectations**

Vous trouverez ci-dessous les descriptions des affectations. Elles ont été regroupées par thèmes pour aider les candidats à identifier celles qui correspondent le mieux à leur profil et à ses aspirations. Lors de leur candidature, les candidats ont été invités à indiquer un maximum de trois affectations et de les prioriser selon leurs compétences et préférences. Ils ont également répondu à une série de questions dont la pertinence varie selon les affectations.

### **Développement**

Cadre pour les Objectifs de développement (OMD) après 2015 [réf. : [DCD 6](#)]

Stratégie de l'OCDE pour le développement [réf. : [DEV 7](#)]

### **Croissance verte**

Fiscalité environnementale – Croissance verte [réf. : [CTP/ENV 3](#)]

Investissement vert [ref : [DAF 4](#)]

Croissance verte et développement [réf. : [DCD 5](#)]

Politiques environnementales et croissance de la productivité [réf. : [ECO 8](#)]

Améliorer l'efficacité des financements liés au climat – pays en développement [réf. : [ENV 11](#)]

Croissance verte inclusive [réf. : [ENV 12](#)]

### **Croissance et innovation**

Financer les petites et moyennes entreprises (PME) et les entrepreneurs [réf. : [CFE 1](#)]

Nouvelles sources de croissance [réf. : [STI 17](#)]

Gouvernance de l'innovation dans l'éducation [réf. : [EDU 9](#)]

L'innovation dans le secteur public [ref. : [GOV 14](#)]

Mesurer le progrès et le bien-être [réf. : [STD 16](#)]

### **Orientations stratégiques de l'OCDE**

Appui à la réalisation des objectifs stratégiques du Secrétaire général [réf. : [SGE 15](#)]

### **Développement régional**

Développement territorial : Villes et régions [réf : [GOV 13](#)]

### **Compétences**

Investir dans les compétences - l'impact des systèmes fiscaux [réf. : [CTP 2](#)]

Stratégie de l'OCDE sur les compétences [réf. : [EDU 10](#)]

## Développement

### [Cadre pour les Objectifs de développement \(OMD\) après 2015 \[réf. : DCD\\_6\]](#)

**Direction d'accueil :** [Direction de la coopération pour le développement](#) (DCD)

**Collaboration horizontale :** [Centre de développement](#) (DEV) et [Direction des Statistiques](#) (STD)

**Autres informations pertinentes :** [Stratégie de l'OCDE pour le développement](#)

Les débats relatifs à la mise en place d'un cadre pour les objectifs de l'après 2015 s'intensifient. La lutte contre la pauvreté doit demeurer centrale, mais il convient de tenir compte des nouveaux défis et de la nouvelle donne qui caractérisent le monde d'aujourd'hui. Les travaux relatifs à l'élaboration d'un cadre pour l'après-2015 que pilote la Direction de la coopération pour le développement (DCD) font partie des projets qui sous-tendent la mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour le développement. Ce sont des travaux novateurs très attendus qui supposent une collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général et d'autres directions/sphères d'intervention de l'OCDE, comme le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement de Busan, l'Initiative « Vivre mieux » de l'OCDE, les travaux sur la Cohérence des politiques au service du développement (CPD), le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) dans la perspective du développement, l'Initiative de l'OCDE sur la parité, les objectifs de construction de la paix et de renforcement de l'État (PSG) et les travaux d'analyse menés par le Centre de développement.

Vous contribuerez au travail de conceptualisation, de rédaction et de coordination des contributions de l'OCDE au processus conduit par les Nations Unies en vue de l'élaboration d'un cadre de développement pour l'après-2015. Il s'agira notamment d'aider à la préparation et au suivi des réunions de l'Équipe de projet de l'OCDE sur l'après-2015 et à la gestion du site SharePoint sur l'après-2015. Vous suivrez les évolutions intervenant dans le contexte des Nations Unies, de la recherche et des communautés d'ONG, et vous serez chargé de passer au crible, d'analyser et de résumer les documents, rapports et articles pertinents ayant trait aux OMD et à l'après-2015. Vos contributions aux travaux préparatoires à l'élaboration des Rapports sur la coopération pour le développement pour la période 2013-2015 («La coopération mondiale pour le développement après 2015»), la publication phare du CAD/de la DCD, seront une autre composante des tâches qui vous seront confiées.

### [Stratégie de l'OCDE pour le développement \[réf. : DEV\\_7\]](#)

**Direction d'accueil :** [Centre de développement](#) (DEV)

**Collaboration horizontale :** [Département des Affaires économiques](#) (ECO); [Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie](#) (STI) ; [Direction des Statistiques](#) (STD) ; et [Direction des Echanges et de l'Agriculture](#) (TAD)

**Autres informations pertinentes :** [Stratégie de l'OCDE pour le développement](#)

A la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2012, les Ministres ont donné leur aval à la Stratégie de l'OCDE pour le développement, en se félicitant de l'adoption par l'Organisation d'une approche plus globale et plus inclusive du développement et de l'intensification de sa contribution aux grands processus internationaux, au nombre desquels les OMD et le cadre pour l'après-2015, le Plan d'action du G20 sur le développement, et le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Le Centre de développement de l'OCDE (DEV) sera chargé de mettre au point des approches innovantes telles que des examens par pays couvrant

plusieurs dimensions et des « dialogues par groupe de pays » confrontés aux mêmes défis économiques ou caractéristiques structurelles. Il s'agira notamment de mener des recherches transversales sur un large éventail d'aspects de la politique de développement, par exemple la question de savoir comment promouvoir la compétitivité nationale et la cohésion sociale, gérer un développement fondé sur les matières premières et progresser dans les chaînes de valeurs mondiales. La contribution du Centre à la mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour le développement sera plus particulièrement axée sur des projets adoptant un cadre d'analyse pluridimensionnel et bénéficiant d'une coopération avec d'autres directions – deux des priorités énoncées par le Secrétaire général.

Vous collecterez des données et informations sur un pays examiné en vue d'évaluer non seulement ses performances en matière de croissance et ses résultats par rapport à son potentiel, mais aussi de déterminer si cette croissance est durable, sur les plans économique, social et environnemental. Vous évaluerez dans quelle mesure les citoyens recueillent les fruits de la croissance économique. Vous dresserez ainsi un tableau général et assez complet des économies retenues comme pilotes dans le cadre de cet exercice d'examen pluridimensionnel. Vous acquerrez de nouvelles compétences afin d'analyser les questions de politique publique sous de multiples aspects et en couvrant plusieurs secteurs. Vous contribuerez aux travaux conceptuels engagés dans ce domaine et apporterez des éclairages qui viendront nourrir les documents réalisés dans le cadre du dialogue sur les politiques à suivre autour d'un certain nombre d'enjeux communs auxquels doivent faire face les pays dotés de ressources naturelles ou les pays intégrés aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Vous participerez également à l'organisation d'événements liés aux deux types de travaux évoqués, les examens par pays pluridimensionnels et le dialogue sur les politiques à suivre qu'entretiennent les pays confrontés à des défis communs.

### **Croissance verte**

#### **Fiscalité environnementale – Croissance verte [réf. : CTP/ENV\_3]**

**Directions hôte :** [Centre de politique et d'administration fiscales](#) (CTP) et [Direction de l'environnement](#) (ENV)

**Autres informations pertinentes :** [Outils et évaluation des politiques de l'environnement](#) ; [Croissance verte et fiscalité](#) ; [Économie politique et taxes liées à l'environnement](#) ; [Fiscalité, innovation et environnement](#)

L'un des moyens les plus efficaces et efficaces de promouvoir la croissance verte serait de recourir plus largement à la fiscalité environnementale ou aux systèmes d'échange de droits d'émission pour intégrer les coûts des dommages causés à l'environnement dans les signaux de prix adressés par le marché. Cependant, la mise en œuvre pratique de ces instruments est souvent freinée par des facteurs d'économie politique notamment par les préoccupations concernant leur efficacité et leurs possibles effets redistributifs négatifs ou encore la compétitivité des secteurs d'activité les plus touchés (industries à forte intensité énergétique, par exemple).

En vous inspirant des précédents travaux de l'OCDE, vous collaborerez avec le Centre de politique et d'administration fiscales (CTP) et la Direction de l'environnement (ENV) pour effectuer de nouvelles analyses et évaluer les expériences récentes des pays membres et non membres dans des domaines tels que : les réactions comportementales aux taxes environnementales, la conception de la fiscalité et des systèmes d'échange, le recyclage des recettes et les ajustements aux frontières. Il s'agira

notamment de passer en revue les études existantes, de préparer des examens critiques et des synthèses, et de planifier et réaliser de nouvelles analyses (aussi bien quantitatives que qualitatives) en coopération avec des responsables nationaux et des chercheurs indépendants. L'objectif sera de formuler des conseils pratiques sur les méthodes permettant de surmonter les obstacles communs liés à des facteurs d'économie politique, en s'appuyant sur des données concrètes tirées d'études de cas.

#### **Investissement vert [ref : DAF\_4]**

**Service hôte :** [Direction des affaires financières et des entreprises](#) (DAF)

**Collaboration horizontale :** [Direction de l'environnement](#) (ENV)

**Autres informations pertinentes :** [Investissement pour le développement – Investissement pour la croissance verte](#)

La présence d'un climat d'investissement ouvert, transparent et non discriminatoire est un critère essentiel pour les investisseurs qui envisagent d'investir dans les infrastructures énergétiques vertes, aussi bien dans les pays de l'OCDE que dans les pays en développement et les économies de marché émergentes. Face aux lourds déficits d'investissement auxquels sont confrontés de nombreux pays en matière d'infrastructures énergétiques vertes, on s'accorde de plus en plus à reconnaître l'intérêt de placer les investisseurs internationaux sur un pied d'égalité avec les investisseurs nationaux. Dans ce contexte, un projet conjoint sera mené au sein de la Direction des affaires financières et des entreprises (DAF) et de la Direction de l'environnement (ENV) sur la « Création de conditions équitables pour l'investissement international dans les énergies vertes ». Ce projet portera sur les moyens de lutter contre le protectionnisme en matière d'investissement et contre les comportements anticoncurrentiels susceptibles d'entraver les investissements nécessaires dans les énergies renouvelables. Ces travaux aborderont aussi d'autres aspects connexes, comme la définition d'orientations pour les investissements visant les infrastructures liées aux énergies propres, ou les politiques visant à favoriser les investissements verts, notamment dans le contexte des Examens des politiques de l'investissement.

Vous contribuerez au projet transversal sur la « Création de conditions équitables pour l'investissement international dans les énergies vertes », ainsi qu'à l'objectif stratégique du Secrétaire général sur la promotion de la croissance verte. Vous pourrez aussi participer aux travaux d'analyse consacrés à la dynamisation des investissements dans les infrastructures liées aux énergies propres – en particulier l'application et la poursuite de la mise au point du projet d'*Orientations pour l'investissement dans les énergies propres*, qui est axé sur les pays en développement et contribue par conséquent à la Stratégie de l'OCDE pour le développement. Ces deux projets s'inscriront dans le cadre de l'action globale engagée sur l'atténuation du changement climatique, ainsi que dans les travaux relatifs au développement durable. Vous participerez aussi à la rédaction des chapitres des Examens des politiques de l'investissement consacrés à l'investissement vert et aux infrastructures.

## **Croissance verte et développement [réf. : DCD\_5]**

**Service hôte :** [Direction de la coopération pour le développement](#) (DCD)

**Collaboration horizontale :** [Direction de l'environnement](#) (ENV), [Centre de développement](#) (DEV) et [Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales](#) (ELS)

**Autres informations pertinentes :** [Croissance verte](#)

Les pays en développement ont un rôle crucial à jouer dans la mise en place d'une croissance plus verte à l'échelle mondiale. La dégradation de l'environnement a sur eux des répercussions désastreuses, car leur développement économique et leurs moyens de subsistance sont souvent tributaires des ressources naturelles, et ils sont plus vulnérables que les pays de l'OCDE à l'insécurité des approvisionnements en eau, en aliments et en énergie, de même qu'aux incidences du changement climatique. Le « verdissement » du développement est de nature à accélérer l'éradication de la pauvreté et peut permettre de gérer les risques environnementaux par une utilisation plus durable et efficace des ressources naturelles comme l'eau, les terres et l'énergie, ainsi que par des innovations sociales et techniques. Fort de l'expérience de ses membres dans les domaines de la politique de coopération et de la planification du développement, de la lutte contre la pauvreté et de l'environnement, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE est bien placé pour faire le lien entre la croissance verte et le développement. Il s'emploie à évaluer, dans le contexte des pays en développement, les avancées et les expériences pratiques en matière d'intégration des objectifs de croissance verte dans la planification et les stratégies et politiques de développement aux niveaux national et sectoriel.

Au sein d'une équipe restreinte d'analystes de la Direction de la coopération pour le développement (DCD), vous vous consacrerez à étoffer la base d'informations sur la façon dont les questions de croissance verte sont traitées dans les pays en développement et dans le domaine de la coopération pour le développement, en collaborant directement avec des représentants des pays partenaires et des organismes de coopération. Vos tâches pourront comprendre des travaux d'analyse statistique, effectués par exemple à partir des données sur les « marqueurs Rio » figurant dans le Système de notification des pays créanciers du CAD et/ou à partir d'autres données sur les flux de financement du développement à destination des pays en développement. L'un des enjeux des activités de l'équipe est de collaborer avec les pays partenaires et les responsables de la coopération pour le développement en vue de mettre en place les capacités et les systèmes nécessaires pour suivre l'efficacité de l'aide et des autres capitaux pour le développement axés sur le changement climatique ou sur d'autres objectifs de croissance verte. Menés à un rythme soutenu, ces travaux visent à influencer le débat de fond en cours au niveau international sur l'articulation entre, d'une part, la croissance verte et l'action climatique, et, d'autre part, la réduction de la pauvreté, les autres trajectoires de développement possibles, les politiques de développement et la pratique de la coopération pour le développement.

## **Politiques environnementales et croissance de la productivité [réf. : ECO\_8]**

**Service hôte :** [Département des affaires économiques](#) (ECO)

**Collaboration horizontale :** [Direction de l'environnement](#) (ENV) et [Direction de la science, de la technologie et de l'industrie](#) (STI)

Pour les responsables de l'action gouvernementale soucieux de favoriser une croissance plus verte, une bonne compréhension des liens entre politiques de l'environnement et croissance économique

est primordiale. Ce projet poursuit deux objectifs dans cette optique : construire un ensemble d'indicateurs internationaux relatifs aux politiques environnementales ; et utiliser ensuite ces indicateurs pour évaluer l'influence des politiques environnementales sur la croissance de la productivité aux niveaux des pays, des secteurs et des entreprises. Ce projet contribuera à un plus vaste ensemble de travaux menés dans différents secteurs de l'OCDE, visant notamment à assurer une prise en compte systématique de la croissance verte dans les études économiques et les activités de surveillance des pays de l'OCDE. Les résultats seront examinés par les comités dont les directions participantes assurent le secrétariat.

Vous contribuerez directement à la conception de la structure des indicateurs relatifs aux politiques environnementales et à la collecte des données manquantes. En mettant à profit et en approfondissant votre expérience de l'économétrie des panels, vous utiliserez ces nouveaux indicateurs pour procéder à des analyses empiriques des effets des politiques de l'environnement sur la croissance de la productivité dans les différents pays. Vous participerez également à la rédaction d'un document faisant la synthèse des résultats. Vous travaillerez sous la supervision d'un économiste principal, sous les auspices conjoints du Département des affaires économiques (ECO) et de la Direction de l'environnement (ENV), et aurez l'occasion de collaborer étroitement avec des experts de différentes directions qui travaillent sur des questions ayant un lien direct avec l'objet de vos recherches, comme l'innovation et la productivité, les politiques de l'environnement et la réglementation.

#### **Améliorer l'efficacité des financements liés au climat – pays en développement [réf. : ENV\_11]**

**Service hôte :** [Direction de l'environnement](#) (ENV)

**Collaboration horizontale :** [Agence internationale de l'énergie](#) (AIE), [Direction de la coopération pour le développement](#) (DCD)

**Autres informations pertinentes :** [Croissance verte](#)

D'importants transferts de ressources seront nécessaires pour aider les pays en développement à assurer un développement sobre en carbone et à augmenter leur résilience au changement climatique. Ces ressources ont déjà commencé à affluer, puisqu'en 2010, par exemple, 22.9 milliards USD d'aide publique au développement ont été versés spécifiquement à l'appui de ces objectifs. Néanmoins, il subsiste des interrogations fondamentales au sujet de l'ampleur des financements qui sont aujourd'hui apportés (par les secteurs public et privé) et des moyens de maximiser l'efficacité de ces ressources. Mené en étroite collaboration avec la Direction de la coopération pour le développement (DCD) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE), ce projet de la Direction de l'environnement (ENV) consistera à suivre les financements liés au climat, à évaluer leurs résultats et à recommander des moyens de maximiser leur efficacité. L'objectif général sera d'aider les pays à mettre en place des institutions et des processus favorisant une croissance verte et capable de résister aux effets du changement climatique, ainsi qu'à maximiser les retombées des dépenses publiques pour l'économie et l'environnement (par exemple, en mobilisant davantage d'investissements privés).

Vous serez chargé(e) de mener des recherches visant à évaluer les effets des dépenses liées au climat dans les pays en développement et de participer à la rédaction de documents sur ce sujet. Ce faisant, vous vous appuyerez sur votre expérience antérieure dans le domaine du changement climatique, du financement et/ou du développement afin de développer vos compétences dans ce secteur très en vue de la politique climatique. Ce projet vous donnera l'occasion de présenter les travaux réalisés dans le cadre de conférences et d'ateliers internationaux.

### **Croissance verte inclusive [réf. : ENV\_12]**

**Service hôte :** [Direction de l'environnement](#) (ENV)

**Collaboration horizontale :** [Centre de politique et d'administration fiscales](#) (CTP), [Département des affaires économiques](#) (ECO) et [Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales](#) (ELS)

**Autres informations pertinentes :** [Modélisation économique-environnementale](#)

La prise en considération des questions d'équité fait partie intégrante de l'élaboration des politiques et prend un relief particulier dans le contexte actuel de difficultés économiques et financières. Dans ces conditions, de nouvelles analyses s'imposent sur les effets redistributifs liés à la mise en œuvre des politiques environnementales et climatiques. Ce projet vise à fournir des points de repère quantitatifs concernant l'équité et d'autres aspects connexes associés à l'application de certaines mesures liées au climat, ce qui donnera lieu notamment à une analyse des taxes carbone en présence de différentes modalités de redistribution des recettes. Il combinera les indications issues d'un modèle d'équilibre général dynamique (ENV-Linkages) avec des données concernant les ménages afin de présenter sous un éclairage nouveau les effets redistributifs des politiques de croissance verte. Les améliorations prévues dans le cadre du projet se traduiront aussi par une meilleure représentation des catégories de ménages dans ENV-Linkages. Mené au sein de la Direction de l'environnement, ce projet relève du domaine thématique « croissance verte inclusive » et s'intéresse aux interactions entre égalité et problèmes d'environnement.

Votre mission consistera avant tout à mener des analyses sur les conséquences qu'ont les politiques de croissance verte, dont les politiques énergétiques et de lutte contre le changement climatique, pour les ménages appartenant à différentes catégories de revenu et pour ceux vivant sous le seuil de pauvreté. Vous pourrez aussi être amené(e) à participer à la collecte et à la consolidation des meilleures données disponibles sur les sources de revenu et les dépenses de différentes catégories de ménages ; à collaborer avec des collègues en vue d'améliorer la cohérence entre ces données et le comportement de consommation agrégé dans le modèle ENV-Linkages ; à construire un module spécifique qui utilise des informations du modèle ENV-Linkages et les données sur la répartition du revenu ; à réaliser des analyses quantitatives des incidences de certaines politiques de croissance verte sur différentes catégories de ménages ; et à prendre part à la rédaction de documents se rapportant à ces travaux. Ces tâches seront réalisées en étroite collaboration avec d'autres membres de l'équipe de modélisation et avec des experts de différents secteurs de l'OCDE. Vous contribuerez à l'établissement de liens entre plusieurs directions de l'Organisation pour faire avancer les travaux.

### **Croissance et innovation**

#### **Financer les petites et moyennes entreprises (PME) et les entrepreneurs [réf. : CFE\_1]**

**Service hôte :** [Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local](#) (CFE)

**Collaboration horizontale :** [Direction des affaires financières et des entreprises](#) (DAF) et [Direction des statistiques](#) (STD)

**Autres informations pertinentes :** [Le Financement des PME et de l'entrepreneuriat : tableau de bord de l'OCDE](#)

L'OCDE a été l'une des premières à développer des bases de données et d'informations statistiques sur l'accès des PME et des entrepreneurs aux financements, en établissant chaque année un Tableau de bord sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat. Ce Tableau de bord présente les évolutions en cours ainsi que des données sur une série d'indicateurs relatifs à l'endettement, les

fonds propres et les conditions générales d'accès au financement des PME dans une trentaine de pays. Il contient des informations sur les mesures prises par les gouvernements pour faciliter l'accès des PME et des entrepreneurs aux financements, ainsi que des analyses thématiques sur certains aspects essentiels du financement des PME (réformes en cours du système financier international, par exemple) et un chapitre sur les questions de méthodologie. Le Tableau de bord est établi en collaboration avec des spécialistes du financement des PME des pays participants afin d'obtenir et d'affiner les données pertinentes. Les analyses du Tableau de bord apportent de précieux éléments d'information à l'appui des travaux du G20 sur l'inclusion financière. Elles concourent aux travaux consacrés par l'OCDE aux relations mondiales, l'objectif étant d'ouvrir la participation au Tableau de bord à un plus grand nombre de pays non membres de l'OCDE au cours du prochain biennium. Le Tableau de bord contribue par ailleurs aux travaux sur les nouvelles sources de croissance/d'innovation.

Dans le cadre de l'équipe chargée du Tableau de bord et des analyses connexes au sein du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local, vous participerez à des travaux d'avant-garde sur les questions en jeu, à l'élaboration de concepts et de méthodes visant la normalisation de la collecte de données sur les financements des PME dans les différents pays. Vous aurez la possibilité d'agir sur le programme des travaux à venir et vous vous trouverez en contact avec un réseau mondial de décideurs et d'experts du financement des PME. Vous développerez vos compétences analytiques, statistiques, rédactionnelles et de communication, et contribuerez à asseoir la réputation du Tableau de bord comme référence internationale pour le suivi des conditions de financement des PME.

#### **Nouvelles sources de croissance [réf. : STI\_17]**

**Direction d'accueil :** [Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie](#) (STI)

**Collaboration horizontale :** [Centre de politique et d'administration fiscales](#) (CTP), [Direction des affaires financières et des entreprises](#) (DAF), [Département des Affaires économiques](#) (ECO), [Direction des statistiques](#) (STD)

**Autres informations pertinentes :** [Orientations stratégiques du Secrétaire général](#) (2012)

Les formes de l'emploi et la croissance de la productivité sont actuellement au cœur des discussions des responsables de l'action publique, parce que ces facteurs jouent un rôle de premier plan dans le bien-être des sociétés et dans la compétitivité des pays. Dans ce contexte, ce projet de recherche de pointe mené au sein de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (STI) doit permettre d'analyser l'emploi et la productivité en se fondant sur des données micro-agrégées issues de différents pays et harmonisées. Il a pour objet de montrer comment la dynamique de l'emploi naît des entrées et des sorties d'entreprises et de la performance des entreprises implantées sur le marché, qui présentent des caractéristiques différentes en termes d'âge, de taille et de taux de croissance. Il s'agit également d'étudier dans quelle mesure des cadres d'action publique différents peuvent influencer sur la productivité des entreprises, et comment les ressources sont affectées aux entreprises les plus productives.

Vous participerez aux travaux sur la dynamique des entreprises et la croissance de la productivité menés par le Groupe de travail sur l'analyse de l'industrie. Dans ce cadre, vous serez associé à la collecte et à l'harmonisation de données provenant de plusieurs pays et à la réalisation d'analyses économétriques, et vous contribuerez à rédiger les conclusions des travaux et à définir leurs conséquences en termes d'action publique. Une expérience des bases de données sur les entreprises



à l'échelle internationale et de l'économétrie des données de panel serait un atout. Grâce à ce projet, vous aurez la possibilité de travailler en collaboration étroite avec des experts reconnus dans ce domaine, non seulement au sein de l'OCDE, mais aussi d'agences gouvernementales et d'universités ou instituts de renom partout dans le monde. Vous participerez en outre aux travaux sur les Nouvelles sources de croissance, qui sont l'un des objectifs stratégiques du Secrétaire général.

### **Gouvernance de l'innovation dans l'éducation [réf. : EDU\_9]**

**Direction d'accueil :** [Direction de l'Éducation](#) (EDU)

**Collaboration horizontale :** [Direction de la coopération pour le développement](#) (DCD) ; [Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial](#) (GOV) et [Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie](#) (STI)

Les économies de l'OCDE ont connu une transformation rapide de leurs systèmes industriels vers des sociétés basées sur le savoir où l'apprentissage continu et l'innovation sont indispensables. Parallèlement, les gouvernements de la quasi-totalité des pays de l'OCDE ont accru l'autonomie des établissements scolaires au sein de leurs systèmes pédagogiques. La mise en place de régimes de gouvernance décentralisés, associée à des populations de plus en plus individualisées, informées et exigeantes, donne à penser que la complexité et l'importance des divers contextes locaux ne peuvent que croître. Le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement étudie ces tendances à travers le prisme de la gouvernance, de l'innovation et de l'apprentissage. Ses travaux portent sur la question suivante : comment peut-on garantir la qualité, l'efficacité, l'équité et la capacité d'innovation de l'éducation, autant de caractéristiques qui constituent les fondements des économies de la connaissance ?

Au sein de la Direction de l'éducation (EDU), vous serez chargé(e) de mener des analyses sur le thème de « La gouvernance de l'innovation dans l'éducation ». Vos travaux consisteront en des analyses des questions d'autonomie, de responsabilité et de gouvernance dans l'éducation, ainsi qu'en une synthèse d'études de cas nationales. Vous serez également chargé(e) de rédiger une étude bibliographique sur le développement et le soutien de l'innovation dans l'apprentissage, et contribuerez aux travaux sur la mise en œuvre du changement dans l'éducation. Les activités menées à l'échelle de l'OCDE sur l'innovation solidaire vous offriront la possibilité de travailler en collaboration et de faire partie d'un réseau plus vaste au sein de l'Organisation. Ces fonctions vous permettront d'être associé(e) à des recherches et des analyses d'importance cruciale, sur lesquelles s'appuieront les pays et les ministres lorsqu'ils s'attaqueront aux enjeux posés par la gouvernance de l'innovation dans l'éducation.

### **L'innovation dans le secteur public [ref. : GOV\_14]**

**Service hôte :** [Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial](#) (GOV)

**Collaboration horizontale :** [Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie](#) (STI)

Les pouvoirs publics doivent faire face aujourd'hui à des pressions budgétaires et à des attentes des citoyens toujours plus fortes, dans des domaines de responsabilité qui ne cessent de s'étendre. Pour relever ces défis, le secteur public a plus que jamais besoin d'innover. L'Observatoire de l'OCDE sur l'innovation dans le secteur public (OPSI), créé en 2010, vise à procurer aux spécialistes les informations les plus récentes sur les pratiques novatrices du secteur public et sur leurs effets, ainsi qu'une connaissance du contexte indispensable pour trouver les pratiques les mieux adaptées à leurs besoins. La base de données et la plate-forme web de l'OPSI, fondées sur les pratiques en vigueur

dans les pays de l'OCDE, visent à améliorer à l'échelle internationale la compréhension de l'innovation dans le secteur public et des méthodes à utiliser pour la promouvoir ; à créer une communauté internationale de pratique ; et à diffuser les bonnes pratiques à tous les niveaux d'administration. L'amélioration de l'efficacité du secteur public est un objectif stratégique essentiel de l'OCDE, et l'OPSI contribue à sa réalisation, en procurant aux pays un instrument de promotion de l'innovation permettant d'améliorer la performance des administrations publiques et de mieux répondre aux besoins des citoyens.

Déterminé à faire changer le secteur public, vous cherchez à influencer sur les mentalités et les méthodes de travail des gouvernements des pays de l'OCDE. Vous y parviendrez par une compréhension et une connaissance accrues des méthodes à utiliser pour définir, promouvoir et évaluer l'innovation du secteur public dans des contextes administratifs et politiques différents. Par l'éclairage que vous apporterez sur les incitations, les mécanismes d'apprentissage et les obstacles propres au secteur public, vous approfondirez la connaissance de son fonctionnement et de ses interactions avec le secteur privé et le secteur associatif, partenaires de plus en plus présents dans la création de valeur publique. Enfin, vous prendrez part à une réflexion de pointe sur les relations entre les citoyens et leurs gouvernements, en particulier sur le renforcement du contrôle et de la responsabilité à l'égard des avantages obtenus. Dans le cadre de ce projet, vous serez régulièrement en contact avec des représentants des pouvoirs publics, des spécialistes et des universitaires, et vous contribuerez à la mise en place de nouveaux outils informatiques et de plate-formes qui faciliteront les interactions avec l'ensemble des acteurs.

**Mesurer le progrès et le bien-être [réf. : STD\_16]**

**Service hôte :** [Direction des statistiques](#) (STD)

**Autres informations pertinentes :** [Indicateur du vivre mieux de l'OCDE](#)

Vous contribuerez au programme de travail de l'OCDE relatif à la mesure du progrès et du bien-être, et notamment aux éditions futures des deux produits principaux issus de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE (*Comment va la vie ?* et l'Indicateur du vivre mieux). Par ailleurs, vous prêterez également votre concours aux activités statistiques de cette Initiative en vue d'améliorer la somme des informations disponibles pour les éditions futures de *Comment va la vie ?*. Des projets spécifiques pourront par exemple avoir pour objectif de mieux comprendre le rôle des émotions sur le bien-être et la prise de décision, d'élargir le cadre de l'OCDE sur le bien-être aux pays en développement, de mettre au point des indicateurs sur l'utilisation du temps et le travail non rémunéré, et de déterminer s'il est possible de construire une base de données harmonisée sur le bien-être à partir des enquêtes nationales officielles.

Vous travaillerez au sein d'une équipe pluridisciplinaire de la Direction des statistiques (STD), en charge des principaux rapports sur le bien-être rédigés dans le cadre de l'Initiative du vivre mieux. Il s'agira notamment de participer directement à la rédaction des rapports proprement dits, mais aussi de diriger des projets liés aux activités statistiques futures afin de créer l'infrastructure nécessaire à une meilleure mesure du bien-être à l'avenir. Vous travaillerez en collaboration avec d'autres directions de l'OCDE, des organisations internationales, des experts universitaires et des bureaux nationaux des statistiques afin d'élaborer de nouveaux indicateurs sur les différentes dimensions du bien-être et de favoriser des données de meilleure qualité et plus facilement comparables.

## **Orientations stratégiques de l'OCDE**

### **Appui à la réalisation des objectifs stratégiques du Secrétaire général [réf. : SGE\_15]**

**Service hôte :** [Secrétariat général/Cabinet du Secrétaire général](#) (SGE/OSG)

**Autres informations pertinentes :** [Orientations stratégiques du Secrétaire général](#) (2012)

Le Secrétaire général, les Secrétaires généraux adjoints et la Directrice de cabinet du Secrétaire général jouent un rôle essentiel dans la coordination horizontale et l'orientation stratégique de l'Organisation. Le Cabinet du Secrétaire général assiste ce dernier dans sa mission pour assurer la pertinence et la qualité des productions de l'OCDE, et veille à en maximiser l'impact et l'utilisation par les responsables publics et par d'autres parties prenantes de premier rang en vue d'améliorer les retombées des travaux de l'Organisation sur la conception de l'action publique dans les pays membres et non membres. Le Cabinet du Secrétaire général joue également un rôle-moteur dans l'orientation stratégique et le pilotage des projets horizontaux et il doit en particulier diriger le projet relatif aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NADE) au cours du biennium 2013-2014. Le Cabinet, sous la houlette du Sherpa, supervise également les contributions de l'OCDE aux travaux du G20 et du G8.

Au sein du Cabinet du Secrétaire général, vous assisterez la Directrice de cabinet et son équipe en vue de la réalisation des objectifs stratégiques du Secrétaire général. Vous participerez à la préparation de réunions d'information, d'aide-mémoire et de discours utiles au Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions officielles, en vérifiant que les grandes questions stratégiques sont abordées et que les messages-clés sont bien transmis. Vous vous tiendrez informés des évolutions qui interviennent au sein de l'OCDE ainsi que dans les priorités politiques et économiques internationales. Vous exercerez votre mission au sein de la plateforme stratégique de l'Organisation, face aux plus hautes instances responsables des priorités stratégiques et de l'action publique, en relation avec tous les axes de travail de l'OCDE et au cœur des débats qui font l'actualité. Vous travaillerez et vous vous engagerez aux côtés d'une équipe de professionnels de talent, fortement motivés, dans un environnement dynamique et enthousiasmant.

## **Développement régional**

### **Développement territorial : Villes et régions [réf : GOV\_13]**

**Direction d'accueil :** [Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial](#) (GOV)

**Collaboration horizontale :** [Département des Affaires économiques](#) (ECO), [Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales](#) (ELS), [Direction des affaires financières et des entreprises](#) (DAF), [Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie](#) (STI)

**Autres informations pertinentes :** [Développement régional](#)

L'évolution des villes et des régions est un sujet qui intéresse de plus en plus les économistes et les chercheurs en sciences sociales. Si la croissance économique est le fruit des évolutions intervenues à la fois dans les campagnes et dans les villes, l'urbanisation progresse à grands pas dans le monde entier. Désormais, les grandes zones métropolitaines dépassent souvent des pays en termes de poids économique et de démographie. Cela conduit à s'interroger sur le rôle économique et social que joueront les villes de demain, et en particulier sur la façon dont les politiques et structures de gouvernance infranationales pourront améliorer les performances économiques, sociales et environnementales des zones métropolitaines. La Division des politiques de développement régional,

qui fait partie de la Direction de la Gouvernance publique et du développement territorial (GOV), réalise des examens territoriaux et des études portant sur les zones urbaines pour chercher à améliorer les politiques au niveau infranational, et mène en outre des travaux d'avant-garde à caractère horizontal sur des questions liées à l'économie et /ou la gouvernance régionale ou urbaine.

Vous serez chargé(e) de participer à des études consacrées à certaines régions ou villes, et à des projets horizontaux sur des questions intéressant l'amélioration des politiques dans les villes et dans les régions. Vous entreprendrez des analyses à la fois qualitatives et quantitatives sur des questions liées à l'économie ou la gouvernance. Vous serez chargé(e) de rédiger des parties importantes de rapports de l'OCDE qui seront examinés dans des forums internationaux de décideurs et d'experts. Vous rencontrerez des décideurs et apprendrez à travailler avec eux, dans le cadre des réunions de l'OCDE mais aussi de missions internationales.

## **Compétences**

**Investir dans les compétences - l'impact des systèmes fiscaux [réf. : CTP\_2]**

**Direction d'accueil :** [Centre de politique et d'administration fiscales](#) (CTP)

**Collaboration horizontale :** [Direction de l'Éducation](#) (EDU)

**Autres informations pertinentes :** [Travaux de l'OCDE sur les compétences](#)

Le traitement fiscal des coûts de la scolarité et de la formation, la progressivité de l'impôt sur le revenu salarial des personnes physiques, l'imposition de l'épargne des ménages ou encore l'existence de dispositions spécifiques en matière d'IRPP et d'impôt sur les sociétés : tous ces éléments ont un impact significatif lorsqu'il s'agit de choisir quelles sont les compétences qu'il faut acquérir, le moment où elles seront acquises et les modalités de financement de leur acquisition, par les étudiants, par les salariés ou par les employeurs. Dans le cadre de la Stratégie de l'OCDE sur les compétences, le Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA) étudie depuis quelque temps déjà les retombées des systèmes d'imposition sur les incitations à l'acquisition de compétences, en recensant et en analysant les mesures d'ordre fiscal ou relatives aux compétences et en calculant l'impact, sur les compétences, des taux d'imposition marginaux et des taux d'imposition effectifs moyens. La prochaine étape consistera à approfondir la conception et l'analyse de politiques spécifiques par pays, à améliorer le cadre analytique et statistique, à mettre en relief les meilleures pratiques par pays, à formuler des recommandations de politique fiscale adaptées à chaque pays et à communiquer plus largement les résultats des travaux.

Vous participerez aux travaux qui s'inscrivent dans les suites à donner à la Stratégie sur les compétences, en prodiguant des conseils aux pays et en les aidant à concevoir des systèmes fiscaux de meilleure qualité, propres à favoriser l'acquisition de compétences, dans le cadre plus large de leurs politiques du marché du travail. Vous serez en contact avec la Direction de l'éducation de l'OCDE, dont vous utiliserez les données, et vous veillerez à ce que les indicateurs fiscaux nouvellement élaborés soient pris en compte dans d'autres travaux de l'OCDE. Vous prolongerez les travaux sur les taux d'imposition effectifs Fiscalité et Compétences (et, éventuellement, vous en définirez de nouveaux) et vous développerez le cadre et les modèles statistiques de façon à ce que les indicateurs puissent être régulièrement mis à jour, dans l'optique possible de la publication d'un rapport de l'OCDE sur la fiscalité et les compétences. Vous rédigerez des notes sur la fiscalité et les compétences et vous présenterez les résultats des travaux lors de réunions d'experts de l'OCDE et de réunions des pays Membres.

## **Stratégie de l'OCDE sur les compétences [réf. : EDU\_10]**

**Direction d'accueil :** [Direction de l'Éducation](#) (EDU)

**Collaboration horizontale :** [Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local](#) (CFE), [Centre de politique et d'administration fiscales](#) (CTP), [Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales](#) (ELS)

**Autres informations pertinentes :** [travail de l'OCDE sur les compétences](#)

La Stratégie de l'OCDE sur les compétences fournit aux pays un cadre stratégique pour développer les compétences appropriées qui améliorent la qualité des emplois et de la vie des individus. L'efficacité d'une stratégie sur les compétences dépend de la qualité du diagnostic des atouts d'un pays et des difficultés auxquelles il fait face, d'une approche globale et exhaustive de l'élaboration des politiques et d'une mise en œuvre réussie. La Stratégie de l'OCDE sur les compétences a été lancée lors de la Réunion du Conseil des ministres de 2012, au cours de laquelle les ministres ont demandé à l'OCDE de collaborer avec les pays, tout en poursuivant ses travaux pluridisciplinaires sur le développement et le déploiement du capital humain. La prochaine phase du projet consiste à mettre à profit les données, les analyses et les compétences spécialisées de l'OCDE dans une vaste palette de domaines d'action pour aider les pays à élaborer des stratégies nationales et locales efficaces sur les compétences.

Vous contribuerez à la prochaine phase de la Stratégie de l'OCDE sur les compétences en suivant deux axes de travail principaux : le développement de stratégies nationales et locales efficaces sur les compétences ; et les préparatifs du nouveau rapport phare intitulé les Perspectives de l'OCDE sur les compétences (édition 2014). Ce faisant, vous approfondirez vos propres compétences en analyse comparative des politiques, et votre compréhension des liens entre les différents domaines de l'action publique, en particulier l'économie, les marchés du travail, les politiques sociales et l'éducation dans le domaine du développement, de l'offre et de l'utilisation des compétences. Vous acquerez également une expérience pratique concernant les relations avec les différentes parties prenantes, les moyens de soutenir le changement et la mise en œuvre réussie des politiques. Enfin, vous rejoindrez une équipe multiculturelle et pluridisciplinaire stimulante au sein de la Direction de l'éducation (EDU) qui met les résultats de leur travail au service de pays qui leur accordent une importance majeure.